

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/W/23

3 février 1997

(97-0459)

Comité du commerce et du développement
Quatorzième session
17 février 1997

EVALUATION DE LA COOPERATION TECHNIQUE ET DE LA FORMATION

Note du Secrétariat

I. Introduction

A sa treizième session, le Comité du commerce et du développement a demandé au Secrétariat de lui fournir davantage de données qualitatives sur la coopération technique et la formation et une analyse de cette activité, pour lui permettre de mieux en évaluer l'efficacité et déterminer dans quelle mesure elle répond aux besoins des pays bénéficiaires. Le Secrétariat a par ailleurs été invité à identifier les difficultés rencontrées par les pays en développement pour s'acquitter de leurs obligations découlant des disciplines multilatérales de l'OMC.

Le présent document se fonde sur l'expérience acquise dans le cadre des séminaires et ateliers nationaux et régionaux et de la participation de l'OMC à diverses conférences, sur les débats du Comité du commerce et du développement et d'autres comités de l'OMC, sur les réponses au questionnaire distribué par le Président du Comité, sur les travaux de diverses missions d'étude, sur les renseignements fournis par l'intermédiaire des points d'information des pays en développement, ainsi que sur les communications des divisions opérationnelles de l'OMC qui ont été appelées à fournir une assistance technique dans leur domaine de compétence.

II. Objectifs fondamentaux de la coopération technique et de la formation

Les directives adoptées par le Comité du commerce et du développement le 15 octobre 1996 pour la coopération technique de l'OMC définissaient deux objectifs fondamentaux:

- Aider les bénéficiaires à s'intégrer pleinement au système commercial multilatéral et contribuer à l'expansion de leur commerce.
- Renforcer et accroître les capacités institutionnelles et humaines dans le secteur public en vue d'une participation appropriée au système commercial multilatéral; chaque fois que possible et, en consultation avec le gouvernement concerné, les activités de renforcement des capacités pourraient faire intervenir des représentants du secteur privé.

Pour atteindre ces objectifs, le Secrétariat de l'OMC disposait de plusieurs instruments de coopération technique, qui ont été examinés dans le document WT/COMTD/W/14/Add.1. Même si certains d'entre eux peuvent paraître plus adaptés à l'un ou l'autre de ces objectifs, ils sont tous conçus dans le but d'atteindre simultanément les deux objectifs.

La coopération technique est fonction de la demande et, en conséquence, l'OMC fait donc preuve de souplesse pour adapter au mieux ses activités dans ce domaine aux besoins et priorités des différents pays, groupes de pays ou régions, en tenant compte de leur niveau de développement. Cette souplesse

concerne notamment le choix des instruments et la nature des activités, leur durée et leur lieu. Pour une évaluation d'ensemble de l'efficacité de la coopération technique, il faut donc prendre en considération les besoins, les objectifs et les attentes du pays bénéficiaire, ainsi que l'adéquation des instruments choisis pour y répondre.

Il est souvent difficile de dire quels sont les effets immédiats de la coopération technique, notamment lorsqu'elle vise à adapter le cadre juridique, administratif et institutionnel. Il s'agit d'un processus graduel, car les informations et les décisions doivent être absorbées et traduites en mesures concrètes, ce qui prend du temps et ne débouche pas nécessairement sur des résultats visibles ou mesurables. Lorsqu'on évalue la contribution de la coopération technique fournie par l'OMC à la réalisation de ces objectifs, il convient de ne pas oublier que la coopération technique n'est qu'un instrument parmi tant d'autres, y compris les actions menées au niveau national. En outre, l'OMC n'est pas la seule organisation à fournir une assistance technique; d'autres organisations internationales, des institutions régionales et des donateurs bilatéraux interviennent aussi dans ce domaine. C'est pourquoi on ne peut pas analyser l'assistance technique fournie par l'OMC de façon isolée et il faut l'envisager dans le cadre d'un effort international collectif.

L'évaluation varie selon les pays et dépend de facteurs autres que la coopération technique elle-même et les renseignements qu'elle permet de transmettre; ces autres facteurs sont notamment le degré de participation aux séminaires, le choix du groupe cible dans les administrations publiques ou le secteur privé, et la possibilité de disposer de moyens logistiques adéquats. Tous ces facteurs ont une influence importante sur les effets de l'assistance technique.

Aider les bénéficiaires à s'intégrer pleinement au système commercial multilatéral et contribuer à l'expansion de leur commerce

Les activités de coopération technique visant à atteindre le premier objectif, c'est-à-dire la pleine intégration des bénéficiaires, peuvent être subdivisées en deux grandes catégories: il y a celles qui visent à sensibiliser les pays et celles qui visent à les aider à s'acquitter de leurs obligations. Par ailleurs, une assistance spécifique est fournie aux pays qui sont en train de négocier leur accession.

Sensibilisation

Une grande partie de la coopération technique a un caractère pédagogique et vise à sensibiliser les pays aux obligations découlant du système commercial multilatéral et accroître leurs connaissances. Elle devrait donc contribuer à la stricte mise en oeuvre des engagements pris à l'OMC et aux autres changements d'orientation futurs de la politique. Cela se fait généralement à l'aide de séminaires, d'ateliers et de séances d'information.

A cet égard, il importe notamment de se demander dans quelle mesure les renseignements fournis sont assimilés par le pays bénéficiaire et sont pris en considération ultérieurement dans le processus de mise en oeuvre. Le niveau des activités de suivi, en particulier dans le cadre d'une mission technique, lorsque le pays intéressé a besoin d'autres renseignements plus précis, peut donner une bonne indication du degré d'assimilation de l'information. La plupart des missions organisées par l'OMC ont suscité par la suite des demandes de renseignements supplémentaires ou de missions additionnelles. Cela entraîne une intensification de la coopération avec un nombre accru de pays et permet d'assurer la continuité du processus d'échange d'informations.

On peut donner à cet égard l'exemple des deux sessions d'information organisées par le Secrétariat de l'OMC en septembre à l'intention des ambassadeurs et en novembre à l'intention des ministres et hauts fonctionnaires de 29 des pays les moins avancés. Cela a contribué à sensibiliser les pays intéressés à l'importance d'une information précise. En outre, la session d'information à

L'intention des ministres a montré que de nombreux pays rencontraient des problèmes similaires dans leur processus d'intégration au système commercial multilatéral, problèmes auxquels on pouvait répondre par des actions similaires, ce qui permettait d'éviter la répétition de processus d'apprentissage coûteux. On envisage d'organiser de nouvelles sessions d'information du même genre.

Respect des obligations découlant du système commercial multilatéral

Les négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay et les accords et obligations juridiques sur lesquels elles ont débouché ont eu d'importantes répercussions sur l'intégration des pays en développement au système commercial multilatéral. Le principe de l'engagement unique qui a été adopté fait que les pays en développement peuvent pleinement participer au système commercial puisqu'ils jouissent des droits et assument les obligations découlant de tous les accords multilatéraux. Le document COM.TD/W/512, intitulé: "Les pays en développement et le Cycle d'Uruguay: Tour d'horizon", montre ce que cela implique pour les pays en développement.

De façon générale, il semble que les pays bénéficiaires ne connaissent pas suffisamment le fonctionnement des accords, les conditions requises pour leur mise en oeuvre et la façon d'exercer les droits que confèrent ces accords. Les missions de coopération technique visent à aider les pays en développement à s'acquitter de leurs obligations et à exercer leurs droits découlant des règles du système commercial multilatéral. Dans ces missions, le Secrétariat de l'OMC s'efforce de répondre aux préoccupations du bénéficiaire et prend note des problèmes particuliers que celui-ci peut rencontrer, pour un suivi ultérieur. Après la phase de transmission de connaissances, les informations doivent être traduites en actes. Pour cela, les pays doivent se doter d'une capacité institutionnelle et administrative afin de s'adapter aux accords, d'établir des lois et règlements, et d'assurer la coordination entre les organismes, institutions et ministères concernés par la mise en oeuvre des accords. Cela suppose aussi une volonté politique d'exécuter les accords et d'assurer le suivi nécessaire. Malheureusement, dans certains pays bénéficiaires, les infrastructures institutionnelles et administratives sont insuffisantes et la mise en oeuvre des accords n'est pas nécessairement considérée comme une priorité de la politique économique. En conséquence, même si aux échelons intermédiaires de l'administration, les responsables de tel ou tel domaine ont les connaissances spécialisées nécessaires pour mettre en oeuvre l'accord, il n'est pas garanti qu'ils trouveront l'appui nécessaire pour leur donner une expression concrète.

C'est pourquoi on constate parfois que même si l'accord est bien compris, sa traduction en mesures concrètes laisse à désirer. Cela s'observe en particulier dans le domaine des notifications. L'OMC a aidé plusieurs pays bénéficiaires à rédiger des notifications dans certains secteurs, dans les cas où ces notifications sont requises par les accords de l'OMC. De plus, il a publié un manuel sur les notifications qui vise à aider les pays Membres à s'acquitter de leurs obligations en la matière en leur fournissant une récapitulation des obligations de notification contenues dans les différents accords et des modèles pour l'établissement des notifications. En outre, le Secrétariat inclut systématiquement un module sur les obligations de notification dans les séminaires nationaux et a organisé plusieurs ateliers sur ce thème à Genève. La fourniture d'une assistance technique ne signifie pas automatiquement que le pays fera les notifications requises. Il peut y avoir d'autres obstacles administratifs qui empêchent la coopération technique de porter ses fruits. Comme les Ministres l'ont relevé à la Conférence de Singapour, les Membres de l'OMC ne s'acquittent pas toujours de leurs obligations de notification de façon satisfaisante.

On trouvera en annexe un complément d'information sur certaines activités entreprises par le Secrétariat dans différents domaines pour aider les pays en développement à exercer leurs droits et à s'acquitter de leurs obligations dans le cadre du système commercial multilatéral. Le chapitre III du présent rapport passe en revue certaines des difficultés rencontrées par les pays bénéficiaires en ce qui concerne l'application des accords et les besoins exprimés par les bénéficiaires.

Accession

Le nombre de pays qui souhaitent accéder à l'OMC n'a cessé d'augmenter ces dernières années, notamment depuis l'arrivée d'un grand nombre de nouveaux Etats indépendants sur la scène mondiale. Certains des pays qui souhaitent devenir Membres de l'OMC sont des partenaires commerciaux importants depuis longtemps, mais la majorité d'entre eux n'ont pas encore les infrastructures nécessaires pour s'intégrer efficacement au système commercial mondial et pour résoudre les problèmes particuliers liés à leur situation particulière: pays en transition, pays en développement, pays les moins avancés ou pays en développement insulaires. Ce processus nécessite donc un effort considérable d'assistance technique pour le renforcement des institutions, l'établissement d'un régime de commerce extérieur fondé sur les principes du marché, le processus d'accession et la compréhension et l'application des règles commerciales multilatérales. Une grande partie de cette assistance est fournie par les Membres de l'OMC eux-mêmes sur une base bilatérale ou par d'autres organisations internationales comme la CNUCED, la Banque mondiale, le FMI et l'ONU.

Expansion du commerce extérieur

En ce qui concerne l'expansion du commerce extérieur des pays bénéficiaires, le document WT/COMTD/W/15, intitulé "Participation des pays en développement au commerce mondial: aperçu des principales tendances et des facteurs de fond", donne une analyse détaillée de la participation des pays en développement au commerce mondial au cours des deux dernières décennies. En outre, il passe brièvement en revue certains des principaux facteurs qui expliquent les caractéristiques du commerce extérieur de différents groupes de pays en développement. Une des grandes initiatives visant à améliorer la participation des pays en développement au commerce international a consisté à lancer un plan d'action intégré en faveur des pays les moins avancés, qui prévoit des mesures concrètes pour améliorer les conditions d'accès aux marchés pour les produits exportés par les pays bénéficiaires.

L'information sur les marchés et les obstacles au commerce joue un rôle important dans la recherche et le développement de nouveaux débouchés. Il semble que souvent l'information passe mal entre les secteurs public et privé en ce qui concerne les droits et obligations liés au système commercial multilatéral et les nouvelles possibilités offertes par les accords de l'OMC. Le Secrétariat de l'OMC cherche à y remédier en fournissant une information technique sur différents produits et courants d'échanges, ainsi que sur des services tels que la recherche de nouveaux débouchés ou l'identification des obstacles au commerce sur les marchés d'exportation des pays bénéficiaires. Cette information est fournie à la demande des différents pays et présente généralement de l'intérêt tant pour le secteur public que pour le secteur privé. De plus, dans le cadre des missions de coopération technique, on distribue systématiquement des données et tableaux qui récapitulent les courants d'échanges et les obstacles au commerce sur les principaux marchés existants et les marchés potentiels. La plupart des séminaires concernant l'OMC et les résultats du Cycle d'Uruguay comportent un module consacré aux possibilités de diversification des produits exportés et des pays d'exportation, tant pour les marchandises que pour les services. Cette information, généralement jugée très utile, aide les bénéficiaires à s'interroger sur leurs débouchés traditionnels et à s'intéresser davantage à des marchés encore inexplorés.

Depuis le début de 1996, l'OMC contribue activement à diffuser le guide à l'intention des entreprises établi par le CCI et le secrétariat du Commonwealth. Des séminaires de deux jours destinés aux entreprises présentent, sur la base de ce guide, les principaux accords et les règles découlant du Cycle d'Uruguay. Les participants examinent les conséquences pratiques de ces nouvelles dispositions pour les entreprises et font une évaluation des résultats et des perspectives du commerce extérieur du pays concerné dans le nouvel environnement commercial. Les séminaires comprennent une table ronde d'une demi-journée durant laquelle les représentants des entreprises et les fonctionnaires responsables du commerce extérieur définissent les actions prioritaires à entreprendre. Les accords du

Cycle d'Uruguay et leurs incidences sont présentés par l'OMC, tandis que des fonctionnaires du CCI donnent des renseignements sur les résultats commerciaux du pays concerné et les perspectives qui s'offrent à lui pour ses principaux produits d'exportation. L'appréciation portée par le secteur privé sur ces activités est très positive et ces séminaires ont souvent été suivis de demandes de renseignements supplémentaires.

Les représentants du secteur privé ont joué un rôle particulièrement actif dans les séminaires régionaux ACP-UE-OMC, demandant des renseignements détaillés sur le fonctionnement du système commercial multilatéral ainsi que des renseignements plus spécifiques sur les marchés et les courants d'échanges, en vue notamment d'évaluer les possibilités de diversification en termes de produits et de marchés. Dans ces séminaires, le CCI apporte ses connaissances spécialisées et son savoir-faire pour aider les représentants du secteur privé des pays bénéficiaires à renforcer leurs capacités d'exportation. Les séminaires et en particulier le module consacré au secteur privé ont facilité la communication d'informations sur le système commercial multilatéral dans le secteur privé et permis des échanges de vues entre le secteur public et le secteur privé. Ils ont contribué à favoriser un dialogue entre les décideurs publics et les agents économiques sur les questions de politique commerciale. A la suite de ces séminaires, le Secrétariat a reçu de nombreuses demandes de renseignements complémentaires et a été invité à organiser des séminaires de suivi qui mettraient l'accent sur les préoccupations du secteur privé.

Renforcer et accroître les capacités institutionnelles et humaines dans le secteur public en vue d'une participation appropriée au système commercial multilatéral; chaque fois que possible et, en consultation avec le gouvernement concerné, les activités de renforcement des capacités pourraient faire intervenir des représentants du secteur privé

Les activités de coopération technique de l'OMC visent généralement à accroître les capacités humaines au moyen de séminaires, d'ateliers et de stages de formation. La formation donnée dans le cadre des stages de politique commerciale de l'OMC est considérée comme un moyen efficace d'aider les pays en développement et les pays en cours d'accession à intégrer le système commercial multilatéral ou à mieux le connaître. Les cours de formation portent sur tous les aspects du système commercial; grâce à leur côté pratique, ils préparent les fonctionnaires à mettre en oeuvre au sein de leur administration nationale les obligations découlant du système commercial multilatéral. Bien souvent, les relations de travail entre les stagiaires et le Secrétariat de l'OMC se poursuivent après que le titulaire est entré en fonctions dans son administration nationale, en particulier lorsque celui-ci a des attributions dans le domaine de la politique commerciale. Etant donné l'utilité des cours de formation, plusieurs Membres de l'OMC financent des programmes de formation particuliers qui sont offerts par le Secrétariat de l'OMC. Les bénéficiaires insistent également sur l'importance de ces cours comme outil de formation.

En plus de ces cours, dont l'objectif est large et qui visent à faire acquérir un grand nombre de connaissances générales, il existe aussi des activités de formation plus spécialisées ciblées sur des domaines précis. Citons à titre d'exemple le stage spécial de formation sur les procédures et pratiques de règlement des différends. Plusieurs pays en développement tiennent actuellement des consultations dans le cadre des procédures de règlement des différends ou en sont au stade du groupe spécial, ce qui donne à penser qu'ils participent mieux et davantage au système commercial. Grâce à ce processus d'apprentissage actif, il semble que les participants soient généralement très bien placés, à la fin du stage, pour conseiller le gouvernement, l'industrie et le milieu des affaires sur des questions-clés intéressant le véritable fonctionnement du système de règlement des différends de l'OMC.

Un autre exemple est l'atelier qui a été consacré à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et qui était destiné aux fonctionnaires en provenance des pays les moins avancés et d'autres pays en développement de l'Afrique subsaharienne. Cet atelier, qui s'est tenu à Genève en octobre 1996, avait une dimension très concrète et visait expressément à renforcer

les capacités institutionnelles et humaines en vue de la mise en oeuvre de l'Accord. Ce séminaire a attiré des fonctionnaires oeuvrant dans le secteur de la propriété intellectuelle qui ont ensuite joué un rôle dans la préparation ou l'aménagement des législations. Les réactions ont été très bonnes et les renseignements recueillis permettront de mettre à profit les périodes de transition prévues dans l'Accord pour adopter des lois ou aménager les lois existantes.

La formation est aussi un élément important du Programme intégré d'assistance technique dans certains des pays les moins avancés et dans d'autres pays africains, dont le deuxième volet vise essentiellement à renforcer les capacités institutionnelles, à développer les ressources humaines et à renforcer les institutions dans les pays bénéficiaires. Il s'agit notamment de former des formateurs à Genève, au siège de l'OMC, ainsi qu'à la CNUCED et au CCI, pour qu'ils puissent par la suite transmettre leurs connaissances et leur expérience dans le pays bénéficiaire. Le Secrétariat de l'OMC élabore actuellement du matériel de formation sur support électronique qui fait appel aux technologies de l'information, ce qui facilitera la formation des formateurs; ceux-ci pourront également utiliser ce matériel dans leurs activités de formation. Les pays bénéficiaires ont clairement indiqué l'importance qu'ils attachent à ce volet du programme, comme en témoigne le grand nombre de candidats pressentis pour recevoir une formation.

III. Identification des besoins d'assistance pour l'exécution des obligations découlant du Cycle d'Uruguay

Comme il est indiqué dans l'introduction, le Secrétariat dispose de diverses sources d'information pour identifier les besoins des pays bénéficiaires. Quelques-unes des principales constatations sont exposées ci-après.

Le Président du Comité du commerce et du développement a distribué un questionnaire aux Membres de l'OMC, aussi bien aux pays développés qu'aux pays en développement, afin de connaître les besoins de ces derniers en matière de coopération technique. Bien que le nombre de réponses reçues ne permette pas encore au Secrétariat de tirer des conclusions générales, voici quelques-unes des préoccupations qui ont été exprimées:

- Dans le secteur public et le secteur privé, la compréhension du système commercial multilatéral et des accords issus des négociations du Cycle d'Uruguay est souvent limitée.
- Dans certains pays, les compétences font généralement défaut et l'on ne comprend pas très bien l'incidence des accords sur l'élaboration de la politique nationale.
- L'adaptation du cadre réglementaire national et la mise en oeuvre de certains accords semblent poser des difficultés; celles-ci sont particulièrement importantes en ce qui concerne les obstacles techniques au commerce, l'évaluation en douane, les procédures antidumping ainsi que les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce; la rédaction des lois nécessite une assistance.
- On sent le besoin de renforcer et d'améliorer les infrastructures existantes ou de créer de nouveaux organes spécialisés chargés de domaines précis et de développer les compétences et les ressources humaines par la formation et le renforcement des capacités; divers pays ont indiqué qu'il était nécessaire d'adopter une approche intégrée et d'établir un organe unique chargé des questions liées aux accords de l'OMC.
- L'observation des prescriptions en matière de notification pose des difficultés.

- On a souvent l'impression que le cadre institutionnel national est mal adapté pour relever les défis que pose la mondialisation de l'économie.
- Plusieurs pays ont indiqué que les moyens dont ils disposaient en matière de recherche étaient insuffisants pour relever les défis associés à une ouverture de plus en plus grande de l'économie et que leur accès aux renseignements disponibles dans le monde sur les questions commerciales laissait à désirer.

A la suite des missions d'enquête qui ont été effectuées, le Programme intégré d'assistance technique dans certains des pays les moins avancés et dans d'autres pays africains constitue une autre source d'information. Les principaux besoins qui ont été identifiés sont les suivants:

- Il semble y avoir, de manière générale, un manque d'accès à l'information en ce qui concerne l'environnement commercial ainsi qu'une mauvaise compréhension des principes du système commercial multilatéral et une sensibilisation insuffisante à ces questions.
- Les fonctionnaires semblent manquer d'informations sur les droits et obligations de leur pays par rapport au système commercial de l'OMC. Dans ces circonstances, il est difficile d'évaluer à ce stade comment la libéralisation des échanges pourrait profiter à ces pays.
- Le secteur privé manque généralement d'informations et il tend à y avoir un manque de communication entre le secteur public et le secteur privé.
- La plupart des pays n'ont pas été en mesure, soit d'observer toutes les prescriptions en matière de notification, soit de mettre en oeuvre les accords issus du Cycle d'Uruguay. Les compétences nationales sont limitées en ce qui concerne la révision ou la modification des lois existantes en fonction des nouvelles règles du système commercial multilatéral. En conséquence, les pays continueront, à moyen et à long terme, de chercher à obtenir de l'assistance technique à ce chapitre.
- La faiblesse des structures et des infrastructures institutionnelles en ce qui concerne les questions de politique commerciale et le manque de communication entre les organismes et les différentes entités chargés de s'occuper de la politique commerciale ou de la mettre en oeuvre sont perçus comme des obstacles importants. S'agissant de leurs activités, on constate un manque de coordination et des chevauchements en raison d'un mauvais partage des attributions.
- Les blocages au niveau des ressources disponibles et une offre insuffisante de produits exportables, sauf pour les produits traditionnels, continuent de préoccuper grandement la plupart des pays. En particulier, la diversification des exportations constitue un enjeu important pour l'avenir.
- Les pays ont souligné que les efforts déployés pour les aider à participer davantage au système commercial multilatéral devraient s'inscrire dans leurs stratégies nationales, lesquelles sont toutes liées aux programmes d'ajustement structurel qu'ils exécutent avec le concours des institutions de Bretton Woods.
- L'accès à la formation en ce qui concerne les techniques et les questions de commerce international est limité. Une partie importante du programme intégré devrait être consacrée à l'enseignement professionnel à tous les niveaux.

- Il a été fait mention de la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles en faisant appel aux institutions qui sont en rapport direct avec le système commercial multilatéral. De nombreux organismes n'ont pas de matériel ni de documentation pour mener leurs propres travaux dans des domaines comme les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, les questions douanières, les obstacles techniques au commerce ainsi que les mesures sanitaires et phytosanitaires.

Les missions d'enquête menées dans les pays insulaires de la région Asie-Pacifique constituent une autre source d'information. Certes, les besoins de ces pays ne sont pas tous les mêmes, mais on peut néanmoins les résumer comme suit de manière générale:

- Meilleure compréhension du fonctionnement du système commercial multilatéral et notamment de l'Organisation mondiale du commerce; aspects institutionnels, procédures de règlement des différends.
- Aspects concernant l'accession à l'OMC: avantages et conséquences; importance des nouvelles possibilités commerciales et des nouveaux débouchés, notamment du point de vue de la diversification des produits.
- Questions douanières (évaluation en douane, inspection avant expédition, règles d'origine): incidences sur les pays insulaires et conséquences du point de vue administratif et législatif.
- Application de l'Accord sur le commerce des services et incidence de cet accord sur l'élaboration de la politique.
- Effets sur la législation et autres incidences de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce.
- Possibilité d'intégration régionale.

Enfin, et de manière plus précise, l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce comporte certaines dimensions dont la mise en oeuvre devrait nécessiter une assistance. Mentionnons entre autres la préparation des lois et des règlements concernant la protection des droits de propriété intellectuelle et les moyens de les faire respecter, la prévention de l'usage abusif de ces droits ainsi que le soutien lié à l'établissement ou au renforcement des bureaux et organismes nationaux qui s'occupent de ces questions, notamment au chapitre de la formation du personnel. Les commentaires formulés par les participants en provenance des pays en développement lors de certains séminaires confirment qu'il s'agit de domaines pour lesquels une assistance est souvent nécessaire. Leurs observations peuvent être résumées comme suit:

- Coordination nécessaire entre les autorités pour définir les modifications requises dans la loi, préparer et adopter ces modifications et former le personnel. Coopération régionale pour ce qui est de la formation et de la mise en oeuvre et mise en commun de l'expérience.
- Pénurie de personnel qualifié; assistance nécessaire pour former les fonctionnaires chargés d'administrer et de faire respecter les droits de propriété intellectuelle, notamment les fonctionnaires des douanes.

- Assistance nécessaire pour préparer les lois et règlements et soutien concernant l'établissement ou le renforcement des bureaux nationaux, notamment en matière d'informatisation.
- Nécessité de sensibiliser les décideurs de haut niveau, tant dans l'administration que le secteur privé, ainsi que le grand public, au sujet des avantages et de l'importance des droits de propriété intellectuelle.

Il ressort de toutes ces observations que l'efficacité de la coopération technique et de la formation offertes par l'OMC dans les pays bénéficiaires au moyen d'un large éventail d'instruments repose sur l'adéquation de l'offre et de la demande. Bien que les besoins soient clairement définis dans certains pays en développement, il semble que d'autres pays éprouvent de la difficulté à définir leurs besoins et à établir leurs priorités en termes d'assistance. Par ailleurs, les besoins peuvent être sensiblement différents d'un bénéficiaire à l'autre. Alors que dans un pays la connaissance et la compréhension générales des accords issus du Cycle d'Uruguay et de leurs incidences feront défaut, un autre pays pourra être aux prises avec des problèmes précis dans un domaine particulier. Les instruments de coopération technique qui pourraient permettre de solutionner de manière adéquate ces deux types de problèmes seront naturellement différents. En outre, des pays semblent avoir de la difficulté à déterminer précisément les avantages qu'ils peuvent retirer des accords de l'OMC. Il semble qu'il faille d'abord bien comprendre les gains d'efficacité que l'ensemble de l'économie peut retirer de la libéralisation des échanges avant de pouvoir saisir l'importance des accords commerciaux multilatéraux et les transposer en mesures politiques. Enfin, pour que la coopération technique soit efficace, il faut que les ministères et organismes du pays bénéficiaire chargés de mettre en oeuvre l'Accord sur l'OMC et les accords commerciaux multilatéraux coordonnent efficacement leur action. Les pays ont tout à gagner en se dotant d'infrastructures institutionnelles adéquates qui facilitent la circulation horizontale et verticale de l'information au sein des administrations.

ANNEXE

Aspects des accords de l'OMC touchant la mise en oeuvre

Listes de concessions et listes d'engagements concernant les services: Pendant les négociations, une coopération technique a été offerte, entre autres, aux pays en développement qui avaient demandé l'aide du Secrétariat de l'OMC pour établir leurs listes de concessions concernant les marchandises et leurs listes d'engagements concernant les services. Les négociations étant achevées, tous les Membres, en développement aussi bien que développés, ont maintenant des listes de concessions pour les marchandises et des listes d'engagements pour les services. Toutefois, ce domaine revêt une importance particulière pour les bénéficiaires de la coopération technique et le Secrétariat continue d'examiner les demandes et de fournir cette coopération technique.

Agriculture: Dans le secteur de l'agriculture, de nombreux travaux touchant les activités de coopération technique ont été effectués dans le cadre du Comité de l'agriculture et du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires et lors de contacts et réunions informels. Les Membres sont également invités à identifier les besoins et à offrir une aide aux pays en développement. Plus précisément, l'assistance technique dans le domaine de l'agriculture est fournie de trois manières différentes: i) par des contacts avec les délégations et les représentants des administrations centrales à Genève (y compris sous la forme de séminaires); ii) par des contacts directs avec les fonctionnaires des administrations centrales; et iii) par des missions organisées dans les capitales. Les missions sont le plus souvent un succès lorsque le secteur privé y est associé d'une manière ou d'une autre, par exemple lors d'une table ronde réunissant à la fois les négociants/producteurs/transformateurs et les représentants des services administratifs compétents. De l'avis général, les missions envoyées dans les pays en développement et dans les pays les moins avancés Membres ont permis de mieux faire comprendre l'Accord sur l'agriculture et l'Accord SPS, et ont encouragé ces pays à participer plus activement aux travaux des comités pertinents.

Obstacles techniques au commerce: Des séminaires ont été organisés en 1996 par l'OMC, conjointement avec l'ISO, le CCI et les services compétents de la Zone de libre-échange des Amériques, avec la participation d'organismes gouvernementaux, d'organismes à activité normative et d'organisations non gouvernementales associées aux travaux sur les questions liées aux normes. Le but de ces séminaires était d'aider les pays participants à comprendre les dispositions détaillées de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce afin que celui-ci puisse être pleinement mis en oeuvre et, parallèlement, de favoriser le renforcement des ressources humaines et institutionnelles pour les activités liées aux obstacles techniques au commerce et d'aider les producteurs à tirer pleinement profit de l'Accord. Les séminaires étaient également l'occasion pour les représentants de différents organismes gouvernementaux et ceux des entreprises privées menant des activités connexes d'avoir des entretiens et d'échanger leurs vues. Cela devrait faciliter la mise en oeuvre de l'Accord et la coopération future au niveau aussi bien national que régional.

Règles: De nombreuses activités de coopération technique concernent le domaine des règles (dumping et lutte contre le dumping, subventions et droits compensateurs, mesures de sauvegarde). Elles visent à aider les pays en développement Membres à mieux comprendre les droits et obligations découlant des accords pertinents et leurs incidences sur la législation intérieure, à se doter de la législation pertinente ou à modifier celle qui existe déjà et à appliquer les règles dans l'élaboration de leur politique.

Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce: Les activités de coopération technique visaient essentiellement à aider les Membres à comprendre les droits et obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC. Il s'agissait d'aider les Membres à déterminer les modifications qu'ils devraient peut-être apporter à leur législation nationale, les aménagements des institutions qui

pourraient être nécessaires et les autres prescriptions auxquelles ils devraient envisager de satisfaire. Les principales formes de coopération technique expressément liées à l'Accord sur les ADPIC ont été des renseignements et des conseils fournis aux Membres à Genève, des séminaires et des ateliers organisés à l'intention des pays en développement et des conférences données par les ONG.

L'article 67 de l'Accord sur les ADPIC stipule que les pays développés Membres doivent offrir une coopération technique et financière aux pays en développement et aux pays les moins avancés Membres afin de faciliter la mise en oeuvre de l'Accord. Il peut s'agir d'une aide pour l'élaboration de lois et de règlements sur la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle et d'un soutien à la mise en place ou au renforcement de bureaux et d'organismes nationaux traitant de ces questions, y compris la formation de personnel. Le Conseil des ADPIC a entamé un programme de travail sur la coopération technique pour s'assurer que les pays développés s'acquittent des obligations qu'ils tiennent à cet égard de l'Accord sur les ADPIC et faire en sorte qu'il y ait une information suffisante sur l'assistance disponible et que l'on identifie et satisfasse les besoins des pays en développement qui éventuellement ne l'auraient pas été.

Mémoire d'accord sur le règlement des différends: S'agissant des éléments de procédure et de fond du nouveau mécanisme intégré de règlement des différends de l'OMC, le Secrétariat assure une formation dans le cadre de stages spécialisés et offre également une assistance juridique aux pays en développement impliqués dans des différends. Conformément au mandat défini à l'article 27:2 du Mémoire d'accord, la Division de la coopération technique et de la formation a fourni à un certain nombre de pays en développement, principalement par le biais de consultants, des conseils et une assistance juridiques en matière de règlement des différends.